

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 6 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Martine a-t-elle raison ?
- 2) Lui certainement...
- 3) Vont-ils prendre le pouvoir ?
- 4) Les petits arrangements entre amis !!
- 5) Son papa ...
- 6) Un dimanche et sa manif
- 7) Elle défend sa politique
- 8) Le divorce de l'Eglise catholique...



G.Diez La Presse en Revue

I) Députés "frondeurs" sanctionnés par Bruno Le Roux : Martine Aubry dénonce "des mesquineries"



Martine Aubry dénonce "les mesquineries" des sanctions infligées aux députés "frondeurs" du PS © REUTERS/Stephane Mahe



Etienne Baldit
pour Le Lab
lelab@europel.fr

ET JE PÈSE MES MOTS - "Comment répondre gentiment ?" Martine Aubry a semblé un petit peu embêtée, au cours d'une conférence de presse vendredi 3 octobre, lorsqu'un journaliste l'a interrogée sur les sanctions infligées à sept députés "frondeurs" du PS par Bruno le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée.

Pesant ses mots, hésitant et farfouillant dans ses notes à la recherche d'un terme qu'elle avait "écrit pour autre chose", la maire de Lille a posément commenté ce qui est apparu comme un acte d'autorité de la part de Bruno Le Roux :

“ C’est pas très fort mais il faut être gentil. ”

Il y a une demande de débat de fond et je pense que ces députés sont parmi ceux qui connaissent le mieux ces questions et qu'on peut pas les considérer comme des excités. **Et on leur répond par des mesquineries** alors qu'aujourd'hui, on n'a jamais eu autant besoin de débat. Ils ont décidé de ne pas répondre, ils ont raison parce que c'est mesquin et **quand c'est mesquin on ne répond pas.**

<http://www.bfmtv.com/politique/sarkozy-le-gouvernement-les-frondeurs-aubry-balance-838052.html>

Mardi 30 septembre, le chef de file des députés PS a opéré 26 changements dans ses rangs parmi les différentes commission de l'Assemblée nationale. Sept d'entre eux sont subis et concernent des "frondeurs", qui se sont abstenus lors du vote de confiance au gouvernement de Manuel Valls. Les "punis" ont dénoncé une décision qui vise à les "empêcher de débattre en interne", quand le clan des légitimistes s'est évertué à présenter ce "roulement" comme normal.

[Bonus Track] "Ma voix ne sert à rien"

Hormis ce commentaire, l'ancienne première secrétaire du PS n'a pas ménagé ses amis socialistes, fustigeant "une **pensée unique archaïque**" au sujet de la politique économique de l'exécutif. Elle prévoit également une "**catastrophe sociale cet hiver**", à cause des

"licenciements dans le bâtiment et les travaux publics". Et de se désoler quant à son impuissance à faire évoluer cette ligne :

“ Franchement, ma voix ne sert à rien. Ils sont dans une logique qui est une catastrophe. [...] Le pays s'enfoncé dans une vraie crise morale, il pense qu'il est en décadence. ”

LAPRESSEENREVUE.EU

Marine Le Pen vue par les Français: "agressive", "courageuse" et "raciste"

Par LEXPRESS.fr



La présidente du Front National Marine Le Pen, le 2 octobre 2014 près de Clermont-Ferrand-afp.com/ Thierry Zoccolan

La présidente du Front National Marine Le Pen enregistre 43% de bonnes opinions selon un

67% des Français ne lui font pas confiance pour gouverner le pays. La présidente du FN, Marine Le Pen, enregistre cependant 43% de bonnes opinions, souligne un sondage Odoxa pour Le Parisien publié ce dimanche.

Selon ce sondage, 56% des personnes interrogées ont une "mauvaise opinion" de Marine Le Pen (30% "très mauvaise", 26% "plutôt mauvaise"). A contrario, elles sont 43% à avoir une bonne opinion (32% "plutôt bonne", 11% "très bonne"). 1% ne se prononce pas.

La présidente du parti d'extrême droite obtient 85% de mauvaises opinions chez les sympathisants de gauche (14% de bonnes) mais 67% de bonnes opinions chez ceux de droite (32% de mauvaises).

Pour 8 personnes sur 10, Marine Le Pen est bien d'"extrême-droite"

Près de 8 français sur 10 (78%) estiment que le qualificatif "d'extrême droite", qu'elle récuse,

s'applique "plutôt bien" à elle, contre 21% "plutôt mal". Elle est aussi jugée "agressive" par 73% des sondés, mais aussi "courageuse" (72%). Pour 63% des sondés, elle peut être qualifiée de "raciste".

67% des sondés ne lui font pas confiance pour "gouverner le pays (47% "pas du tout confiance", 20% "plutôt pas confiance"). 10% lui font "tout à fait confiance" et 23% "plutôt confiance".

Quelque 89% des personnes interrogées jugent en outre que Jean-Marie Le Pen "devrait prendre sa retraite de la vie politique", contre 9% "non". 2% ne se prononcent pas.

Avec AFP

Enquête réalisée sur internet les 2 et 3 octobre auprès d'un échantillon représentatif de 1.000 personnes de 18 ans et plus (méthode des quotas).

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Montebourg veut continuer "à s'exprimer"

Par LEFIGARO.FR AVEC AFP

L'ancien ministre Arnaud Montebourg s'est présenté hier comme un "citoyen engagé" qui veut continuer "à s'exprimer", estimant qu'il y avait "beaucoup de choses à faire" pour la "réinvention de la gauche". "Je suis un citoyen engagé et je continuerai à m'exprimer pour dire ce que je crois juste et nécessaire pour le pays", a-t-il déclaré aux nombreux journalistes qui l'entouraient à l'université d'automne de Laudun-L'Ardoise (Gard), véritable rentrée politique de l'ancien ministre de l'Economie depuis son départ du gouvernement fin août.

Arnaud Montebourg doit prononcer aujourd'hui le discours de clôture de cette université d'automne, consacrée à différents ateliers de réflexion, en présence de quelques élus, et notamment un

portant sur le thème de la VIe République.

A une journaliste qui lui demandait si l'Elysée en 2017 était un "rêve", l'ancien ministre a répondu par une boutade: "Vous y allez un peu fort. Vous êtes qui pour me poser des questions comme cela?". "Je vous donne rendez-vous en 2016", a-t-il dit aussi plus sérieusement devant des journalistes, qui l'interrogeaient de nouveau sur ses intentions. Arnaud Montebourg a ironisé au passage sur l'opposition, estimant que "préparer une primaire deux ans et demi avant, c'est la meilleure façon de la rater".

Il a enfin réfuté tout isolement politique. "Je me sens très entouré". Il a précisé qu'il n'avait aucune intention de quitter le PS et qu'il n'avait "pas de problème" avec l'appel à l'unité dans les rangs socialistes lancé par le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis.

LAPRESSEENREVUE.EU

III) «Vive la gauche»: après l'Assemblée, le parti?

Lilian ALEMAGNA Envoyé spécial au Vieux-Boucau (Landes)



Benoît Hamon lors de la "Fête de la rose" à Frangy-en-Bresse, le 24 août 2014 (Photo Jeff Pachoud.AFP)

Au Vieux-Boucau, devant les militants du courant de Benoît Hamon, les parlementaires frondeurs ont pris date pour 2015. Ambition: prendre les rênes du PS.

Après l'appel de La Rochelle, la mise en pratique

au Vieux-Boucau. Sous la bannière de «Vive la gauche», ils étaient une poignée de parlementaires socialistes samedi après-midi dans les Landes à deviser sur l'«autre politique possible» devant les militants du courant PS Un monde d'avance (UMA) - celui fondé en 2008 par Benoît Hamon et Henri Emmanuelli - réunis jusqu'à dimanche en université de rentrée. A La Rochelle, on avait eu droit à une série de discours scandés dans un amphi étudiant chauffé à blanc. Dans ce gymnase landais, c'était bien plus calme, avec une question: «à quoi ça sert tout ça?»

Pas de vote contre... pour l'instant

Car à la veille des discussions budgétaires au Parlement, à quoi sert-il de s'abstenir à une trentaine sur les projets de loi de finances, réclamer une réorientation dans la politique économique du gouvernement quand ce dernier répond «même pas peur»? Faut-il aller jusqu'à voter contre et mettre Valls en minorité? Cela «aurait eu pour effet de faire tomber le gouvernement et nous aurait emmenés collectivement dans une logique de scission», répond Laurent Baumel (Indre-et-Loire), ancien soutien de Dominique Strauss-Kahn. Ça signifierait que le PS appartient à François Hollande et Manuel Valls.»

Mais pour ces députés prêts, malgré les sanctions, à amender les budgets pour l'année 2015, on est conscient d'être arrivés au bout d'une logique. «On risque de causer une certaine lassitude y compris auprès de ceux qui nous supportent», souligne Philippe Noguès (Morbihan). Alors après les rangs parlementaires, c'est le parti qui les intéresse. Avec une première revendication: un congrès en juin 2015. La date n'est pas encore fixée - une commission nationale doit se réunir ce mois-ci pour en décider - mais tous réclament une «clarification» militante.

Un congrès en juin 2015?

Dans cette critique de la «ligne» portée par le gouvernement, les contours de Vive la gauche prennent l'allure d'une future alliance interne pour prendre le volant PS à défaut de pouvoir le tourner. Aile gauche reconstituée, proches de Hamon, de Montebourg, de Martine Aubry, ex-strausskahnien... «Nous sommes l'antidote au rétrécissement de la gauche», insiste Christian Paul (Nièvre). «Vive la gauche doit rester un collectif,

Guillaume Balas, député européen et dirigeant de UMA en appelle déjà à la discussion des «chappelles». «On veut un congrès, insiste Emmanuelli. On va essayer de rassembler tous ceux qui sont contre le social libéralisme.» Avec qui à sa tête? Sorti du gouvernement fin août, Benoît Hamon a le profil. «J'entends dire "Benoît [Hamon] vise le parti..." en convient Emmanuelli. Oui mais il y aura une coalition! On ne va pas dire qu'on a déjà choisi le chef!» Paul évacue la question: «On n'en est pas là.» Ils en sont surtout à tenter de faire couler ensemble les «rivières» socialistes. Y'a du boulot: ce week-end, les gauches critiques du PS sont réunies dans les Landes (pour Hamon), le Gard (pour Montebourg) et l'Essonne (pour le courant Maintenant la gauche du trio Maurel-Lienemann-Guedj). Coupés en trois.

Lilian ALEMAGNA Envoyé spécial au Vieux-Boucau (Landes)



LAPRESSEENREVUE.EU

Tapez pour saisir le texte

IV) PS: un congrès de «clarification» réclamé

Par Lefigaro.fr avec AFP

Le courant "Maintenant la gauche", à la gauche du PS, a appelé dimanche à la tenue d'un Congrès de "clarification", Emmanuel Maurel, un de ses animateurs, affirmant qu'il ne laisserait "pas le Parti socialiste à ceux qui ne le sont plus".

"Le prochain congrès du PS sera celui de la clarification et nous le savons, il n'y a pas de majorité dans le parti pour porter le pacte de responsabilité", a déclaré M. Maurel lors de la clôture de l'université de rentrée de son courant à Boissy-la-Rivière (Essonne) selon une copie de son discours. "Nous ne laisserons pas le Parti socialiste à ceux qui ne le sont plus", a ajouté l'eurodéputé, selon lequel "si tous les dégoûtés s'en vont, il ne restera plus que les dégoûtants".

Le courant a soumis à ses militants un projet de Manifeste intitulé "Ici et maintenant" qui propose notamment de "réguler la finance" via une "seconde loi bancaire" plus audacieuse dans la "séparation entre banque de dépôt et d'investissement". Le texte appelle également à un "tournant de la relance" autour de trois axes: "la relance de la consommation populaire, la relance par des investissements publics et des grands projets mobilisateurs, une réforme fiscale fondatrice."

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Lettre d'un papa homosexuel à sa fille en ce jour de manif pour tous



Mathieu Nocent Devenez fan Ancien porte-parole de l'inter-LGBT

huffingtonpost.fr

Ma grande fille,

Deux jours avant une énième "Manif Pour Tous", je retrouve ce soir le goût amer des repas qui précèdent ces week-end où des milliers de gens descendent dans la rue contre toi. Je te regarde à table, tu comptes le nombre de tomates cerises dans ton assiette, tu comptes de mieux en mieux, tu es heureuse et fière. J'aimerais partager ce soir un peu de ton innocence.

Tu es encore trop jeune pour comprendre que dimanche des adultes en rose et bleu emmèneront leurs enfants dire sans complexe qu'ils ne veulent pas qu'on reconnaisse ta famille et tes parents. Je m'efforce de te préserver de ces cris qui blessent notre famille, j'éteins la télévision, la radio, je n'achèterai pas de quotidien demain. J'épargne tes quatre ans et leur croyance dans un monde de tolérance et de respect. A l'école maternelle déjà quelques-uns de tes copains se sont étonnés que tu leur parles de ton papa et de tes deux mamans. Tu as su leur répondre, tu l'as dit à une de tes mamans, tu sais que tu peux compter sur nous et sur ton instituteur si leurs questions deviennent

Lundi peut-être un de tes camarades de classe te racontera-t'il qu'il a marché avec ses parents pour que les enfants aient un papa et une maman, surtout pas deux papas, surtout pas deux mamans, encore moins un papa et deux mamans. Je regarde tes boucles châtaines et je me demande comment tu réagiras. Tu vois, ma grande fille, quand j'ai choisi d'avoir un enfant tout en assumant mon homosexualité, quand j'ai choisi de fonder une famille homoparentale, quand j'ai choisi de te donner naissance, je me suis longuement interrogé sur le monde que je t'offrais. Quel futur parent ne se pose pas ce genre de questions ? J'ai décidé de te mettre au monde parce que je croyais en notre force à nous tes parents, en notre capacité à te transmettre nos valeurs, je croyais déjà en toi et en ta joie de vivre. J'écoute ton rire ce soir, ce

ce rire qui ne te quitte jamais, je regarde tes grands yeux bleus et je me dis que je ne me suis pas trompé.

Si tu es née c'est aussi parce que j'avais foi en une société ouverte, généreuse, respectueuse des différences et des diversités - une des résultantes d'une éducation catholique qui m'a vu faire ma confirmation à 15 ans. Je dois te dire, ma grande fille, que ces deux dernières années ont mis à rude épreuve mon philanthropisme. Et si je me tais ce soir en te regardant manger c'est parce que j'essaie de ne pas hurler ma colère et mon dépit devant le spectacle désolant qui a vu cette semaine des personnalités politiques te traiter comme un moins que rien, et qui verra dimanche tous ces gens défilé contre toi et contre tes parents. J'essaie de ne rien te montrer de ces blessures à vif. Il m'en coûte et je finirai sans doute le week-end, comme d'habitude, la mâchoire bloquée de ne pas avoir pu exprimer mon écœurement. C'est pour toi qu'à la maison je me tais, c'est pour toi qu'en dehors du foyer je me bats, parce que tu es - toi et tes petits camarades nés de PMA, de GPA, adoptés, fils et filles d'homos - la raison essentielle de ma lutte.

Il faut que je te raconte une anecdote, ma grande fille. Je rentrais de la crèche avec toi lorsque j'ai reçu, le 21 novembre 2012, un coup de téléphone me demandant de me rendre à l'Élysée pour y être reçu par François Hollande après qu'il eut, la veille, humilié gays et lesbiennes en conditionnant leur mariage à une liberté de conscience des officiers d'Etat Civil. Quand le téléphone a sonné, tu étais à côté de moi, j'étais seul avec toi, j'ai dit oui je viens, j'avais une heure et demie pour m'organiser. J'ai pensé un moment t'amener avec moi. J'ai pensé qu'il fallait qu'ils voient que tu existes, que ce débat parle de toi et de tes parents, que les mots de ceux et celles qui s'expriment ne sont pas désincarnés. Je me suis dit que ta présence devant les caméras et les micros les obligerait à prendre conscience que tu écoutes, que tu entends ce que l'on dit de toi, de tes parents et de ta famille. Et puis j'ai réfléchi, et puis j'ai renoncé. J'ai appelé une amie chère qui a gentiment accepté de te garder pendant que je rencontrais le président de la République.

J'y repense aujourd'hui en te regardant manger si sérieusement ton yaourt à la vanille et je me dis que j'ai bien fait. Je voudrais que tu gardes, ma grande fille, confiance en l'humanité. Je voudrais que jamais tu n'interroges cette confiance comme je le fais moi-même parfois depuis deux ans. Je voudrais que demain mon combat te semble totalement farfelu.

Ton papa.

(Lettre écrite vendredi 3 octobre)

VI) Paris : la Manif pour tous revendique 500 000 manifestants

Des milliers de manifestants opposés à la PMA et à la GPA ont défilé dimanche en début d'après-midi à Paris à l'appel de la Manif pour tous.



Des partisans de la Manif pour tous défilent à Paris, le 5 octobre 2014. © KÉVIN NIGLAUT / CITIZENSIDE

Environ 500 000 personnes ont manifesté dimanche à Paris à l'appel de la Manif pour tous (MPT) contre



"la PMA, la GPA et le genre", ont annoncé les organisateurs, et 70 000 personnes ont été recensées selon la police. La précédente manifestation avait rassemblé en février 100 000 personnes à Paris et à Lyon selon la police, 540 000 selon la Manif pour tous. À Bordeaux, seule ville de province mobilisée dimanche à l'appel de la MPT, 7 500 personnes selon la police, 30 000 selon le collectif, ont battu le pavé derrière une banderole "l'humain n'est pas une marchandise".

À Bordeaux, les manifestants, majoritairement des retraités et des familles avec de jeunes enfants, encadrés par un important dispositif policier, ont brandi de nombreux drapeaux bleu, blanc et rose et ont notamment scandé "François ta loi on n'en veut pas" ou "Taubira si tu savais ta circulaire où on se la met". "Halte à l'éducation sexuelle LGBT, foutez la paix aux enfants", ou "non à la dictature du genre" pouvait être lu sur quelques pancartes.

"Non aux mères porteuses", "protégeons la famille", scandaient pour leur part les manifestants à Paris. Le cortège s'est élancé à 13 h 15 de la porte Dauphine pour rejoindre Montparnasse. Plus d'un millier de policiers ont été mobilisés pour assurer la sécurité de la manifestation.

Sous un ciel plombé et dans la fraîcheur, nombre de manifestants tout juste descendus des cars qui ont afflué dans l'Ouest parisien ont battu le pavé. Parmi eux, des adultes et des enfants, des jeunes ou retraités brandissent des drapeaux français ou les étendards bleus, blancs ou roses de la Manif pour tous.

"La déconstruction en cours de la politique familiale est désastreuse, cette déconstruction s'accélère", a estimé Ludovine de la Rochère, présidente du collectif. En ligne de mire, la procréation médicalement assistée (PMA) ou encore la gestation pour autrui (GPA). Également ciblé, le coup de rabot annoncé sur les allocations familiales, et un enseignement à l'école d'une théorie du genre niant, selon le collectif, les différences entre les sexes, dont le gouvernement a toujours démenti l'existence.

"Marchandisation" de la famille

"La femme n'est pas une machine à bébé", peut-on lire sur une pancarte, "tous les trois jours, un bébé GPA est importé en France", lit-on sur une autre. La question d'un recours aux mères porteuses cristallise la plupart des craintes, malgré les garanties récemment apportées par le Premier ministre, Manuel Valls, qui a assuré qu'elle "est et sera interdite" en France.

Le gouvernement n'a toutefois pas contesté dans le délai imparti des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ayant contraint en juin la France à reconnaître les enfants nés d'une mère porteuse à l'étranger. Dans la foule, un retraité dénonce "la marchandisation" de la famille. "La prochaine étape ce sera des enfants dans les rayons des magasins et on choisira ceux qui nous plaisent", lâche-t-il avant de rejoindre les proches qui l'accompagnent.

Recourir à une mère porteuse, c'est de "l'industrialisation", de "l'esclavagisme moderne", lance Thibault, 30 ans, venu tout spécialement d'Isère. Pour la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, en "agitant cet épouvantail qui n'est nullement à l'ordre du jour, la droite fait feu de tout bois".

LAPRESSEENREVUE.EU

Une contre-Manif pour tous

Nombre de sympathisants de droite et d'extrême droite sont favorables aux idées de la MPT. Plusieurs élus de l'UMP, parmi lesquels Hervé Mariton, Michèle Alliot-Marie ou encore Laurent Wauquiez participaient d'ailleurs à la manifestation ainsi que Christine Boutin (Parti chrétien-démocrate) et également une délégation du Front national. Un rassemblement est également prévu à Bordeaux à partir de 14 heures.

À Bordeaux, seul un petit groupe d'élus ayant revêtu leur écharpe tricolore ouvraient le cortège, notamment le responsable départemental du FN, Jacques Colombier. Alain Juppé, maire de Bordeaux n'était pas présent dans le cortège ni aucune autre tête d'affiche UMP départementale ou régionale.

Face à cette démonstration de force, des opposants à la Manif pour tous ont tenté de se faire entendre dimanche matin place de la République. Quelques centaines d'entre eux se sont rassemblés à l'appel de l'association All Out, une ONG qui défend les droits de la communauté homosexuelle. L'organisation a remis jeudi à la secrétaire d'État chargée de la famille, Laurence Rossignol, une pétition rassemblant plus de 200 000 signatures "pour soutenir l'égalité" de "tous les couples et toutes les familles".

lepoint.fr

VII) Manif pour Tous : Marisol Touraine défend sa politique familial



Marisol Touraine - AFP

Dans une interview publiée sur le site Nouvelobs.com samedi, la ministre réaffirme que « la politique familiale est l'un des piliers du

modèle social français », qu'elle veut « conforter ».

La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a défendu samedi la politique familiale du gouvernement, qui a « fortement » revalorisé les allocations des familles les plus modestes ou monoparentales et créé 25.000 places en crèche, à la veille du rassemblement de « la Manif pour tous ». Dans une interview publiée sur le site Nouvelobs.com samedi, la ministre réaffirme que « la politique familiale est l'un des piliers du modèle social français », qu'elle veut « conforter ».

« Ma conviction est que cette politique doit permettre aux familles de construire le destin qu'elles souhaitent », souligne-t-elle, rappelant que ces dernières « se sont transformées en profondeur ». « Les femmes travaillent, elles veulent être mères et actives; les familles monoparentales sont exposées à la pauvreté. Faut-il fermer les yeux sur ces évolutions et défendre l'immobilisme ? », observe la ministre qui juge que ce qui a été entrepris « depuis deux ans consiste à adapter et accompagner cette politique familiale ».

Interrogée sur les 700 millions d'euros d'économies attendues dans le budget de la Sécurité sociale 2015 grâce à des réductions de prestations familiales (dont la division par trois de la prime à la naissance à partir du deuxième enfant), Mme Touraine a préféré dresser le bilan du gouvernement depuis deux ans. « Les allocations familiales n'ont pas baissé. Elles ont au contraire été fortement revalorisées pour les familles les plus modestes et les familles monoparentales. Pour leur venir en aide, l'allocation de rentrée scolaire a aussi été augmentée de 25% », fait valoir la ministre.

Pour la gauche, « la politique familiale est indissociable d'une politique de soutien à l'émancipation des femmes », assure-t-elle soulignant la création de « 25.000 places en crèches » et le rétablissement de « l'accueil des enfants de moins de trois ans à la maternelle ». La ministre rappelle que le gouvernement a promis la création de 275.000 places, dans les crèches, les écoles et auprès des assistantes maternelles sur cinq ans.

La gauche aime les familles, toutes les familles!

Et de trancher sur le nouveau rassemblement de la Manif pour tous dimanche, contre la politique

familiale de la gauche: « ce procès en sorcellerie est absurde. La gauche aime les familles, toutes les familles! A la différence de certains idéologues, je ne me permets pas de jugement de valeur ».

Quant à l'opposition et aux anti-mariage pour tous qui accusent le gouvernement d'avoir favorisé la régularisation d'enfants nés à l'étranger grâce à la gestation pour autrui, en « agitant cet épouvantail qui n'est nullement à l'ordre du jour, la droite fait feu de tout bois ».

« Elle cherche à créer une unité de façade sur le thème de la famille pour masquer les divisions profondes qui la traversent. Que feraient vraiment MM. Sarkozy, Juppé ou Fillon de la loi sur le +mariage pour tous+ si d'aventure ils revenaient au pouvoir ? », dit-elle. En soulignant que 7.000 mariages ont été célébrés et des enfants adoptés depuis sa promulgation. « Le +mariage pour tous+ est une nouvelle liberté, sur laquelle une immense majorité de Français ne veut pas revenir ».

« Les responsables de la droite le savent très bien, mais ils préfèrent rester dans l'ambiguïté et instrumentaliser la Manif pour tous », insiste la ministre qui assume avec « fierté » cette réforme.

Les chiffres des précédentes manifestations

- 17 novembre 2012: La Manif pour tous rassemble 100.000 personnes contre la loi Taubira ouvrant le mariage aux couples homosexuels, selon la police, dans toute la France.

- 13 janvier 2013: Entre 340.000 manifestants (police) et 800.000 (organisateur) défilent à Paris contre le projet de loi et se regroupent au Champ-de-Mars.

- 2 février: Les députés adoptent l'article 1 qui ouvre le mariage aux personnes de même sexe. Des dizaines de milliers d'opposants manifestent dans toute la France à l'appel de La Manif pour tous.

- 24 mars: Entre 300.000 (police) et 1,4 million (organisateur) d'opposants manifestent à Paris. Des incidents éclatent, il y a 98 interpellations.

- 17 avril: Seconde lecture à l'Assemblée. Echauffourées près du Palais-Bourbon lors d'une protestation organisée par La Manif pour tous.

- Nuit du 18 au 19 avril: Fin de la seconde lecture après une nuit houleuse où les députés manquent d'en venir aux mains. 2.900 (police) à 6.000 (organisateur) opposants se rassemblent près de l'Assemblée. Environ 80 sont interpellés après des incidents.

- 21 avril: 45.000 (police) à 270.000 manifestants anti-mariage gay (organisateur) défilent à Paris à l'appel de La Manif pour tous.

- 5 mai: La Manif pour tous organise des rassemblements d'opposants à la loi dans plusieurs villes, dont 15.000 (police) à 35.000 personnes (organisateur) à Paris.

- 26 mai: 150.000 personnes selon la police, un million selon les organisateurs, manifestent à Paris en trois cortèges, à l'appel de La Manif pour tous.
- 15 décembre: Plusieurs milliers de personnes (de 6.000 à 30.000 selon les sources) défilent dans Versailles à l'appel de La Manif pour tous pour dénoncer « la familiphobie du gouvernement ».
- 2 février 2014: Entre 100.000 et 540.000 personnes selon les sources défilent à Paris et à Lyon sans incident. Dans la capitale, ils sont 80.000 selon la police, 500.000 selon La Manif pour Tous, qui évoque « une vague bleue et rose ». A Lyon, ils sont 20.000 selon la police, le double pour les organisateurs.

Source AFP

lesechos.fr

VIII) L'Église catholique court-elle au divorce sur le remariage?

Henri Tincq



Le pape François, le 24 septembre 2014 place Saint-Pierre. REUTERS/Max

C'est la situation faite par l'Eglise aux personnes divorcées et remariées qui devrait susciter, lors du synode sur la famille qui s'ouvre à Rome, le plus de passion.

Convoqué par un pape jésuite et argentin qui a commencé de faire bouger les choses dans le monde catholique, un « mini-concile » va s'attaquer, à partir du dimanche 5 octobre au Vatican, à l'un des défis majeurs aujourd'hui posé à l'Eglise: le rejet de ses prises de position en matière de morale sexuelle, conjugale et familiale, jugées inadaptées aux demandes nouvelles de la société moderne et à la situation mouvante des couples.

Venus du monde entier, 300 cardinaux, évêques, experts, hommes et femmes mariés vont passer en revue tous les sujets de crispation: la cohabitation avant le mariage, la contraception, le divorce, l'avortement, les unions de même sexe, etc. La

première session de cette assemblée appelée « synode » devrait durer jusqu'au 19 octobre. Une deuxième aura lieu à l'automne 2015, à l'issue de laquelle le pape François prendra des décisions. Le monde pourra alors juger de la réalité de sa volonté réformatrice, si nettement affichée depuis son élection de mars 2013.

Pour la première fois, sur une matière aussi sensible, le Vatican décide donc d'ouvrir ses placards. Il y a un an déjà, un questionnaire, précis et explosif, avait été distribué, par le canal des conférences nationales d'évêques, aux fidèles du monde entier. Malgré les consignes de secret, des réponses avaient été largement divulguées dans la presse de plusieurs pays, comme en Allemagne ou en France. Elles avaient paniqué les milieux conservateurs et confirmé le fossé croissant entre l'enseignement traditionnel des papes et la pratique courante des couples, y compris des couples catholiques pratiquants.

Pour une grande partie d'entre eux, les prescriptions du Vatican qui condamnent, depuis des décennies, les pratiques de contraception chimiques (pilule), les unions homosexuelles ou l'accès à la communion des divorcés civilement remariés sont jugées archaïques et dépassées. L'Eglise est invitée, y compris par les siens, à prendre davantage en compte les difficultés et les situations d'échec rencontrées par les couples et les familles. Un changement radical est réclamé pour que sa position sur les sujets du sexe et de la vie conjugale ne soit plus aussi « éloignée de la vie réelle » et ne se réduise plus à « une morale de l'interdit ».

Interdit des divorcés-remariés

C'est la situation faite par l'Eglise aux personnes divorcées et remariées qui va susciter, ces jours prochains à Rome, le plus de passion. Elle a déjà donné lieu à une controverse, étalée sur la place publique, entre cardinaux les plus conservateurs et libéraux, dans laquelle le pape François, jusqu'ici, s'est bien gardé d'intervenir. Une polémique totalement inédite au sommet de l'Eglise.

De quoi s'agit-il? Dans le droit catholique, un mariage religieux est strictement indissoluble. Il ne peut être effacé, sauf cas de déclarations de « nullité » du mariage par les tribunaux de l'Eglise (manque de maturité et de liberté au moment du consentement, union conjugale non consommée, etc). Aux yeux de l'Eglise, une personne religieusement mariée reste définitivement

«mariée», même si elle divorce.

Elle ne peut donc plus se remarier dans une église. Et –double peine– si elle se remarie civilement, elle ne peut non plus accéder, si elle le désire, aux sacrements donnés par le prêtre. Cette interdiction du banc de la communion est vécue douloureusement par les divorcés-remariés croyants et fervents, notamment celles ou ceux qui ont été «victimes» du divorce (cas d'abandon conjugal) et celles et ceux qui ne se sentent pas capables de vivre dans les conditions de chasteté alors exigées par leur Eglise.

Cette situation injuste et discriminatoire divise, depuis longtemps, le monde catholique et ternit son image à l'extérieur. Or, elle est de plus en plus fréquente: en effet, l'augmentation vertigineuse du nombre des divorces prononcés (133.000 en 2011, en France, soit 46,2 divorces pour 100 mariages) n'épargne pas les couples catholiques. Eux aussi connaissent les échecs, les séparations, les naissances hors mariages, la nécessité pour un conjoint séparé d'élever seul (ou seule) des enfants. Le modèle familial «un homme, une femme, un enfant» auquel s'accroche la Manif pour tous a volé depuis longtemps en éclats, y compris dans les rangs catholiques.

De plus en plus de voix s'élèvent donc pour réformer cette «discipline» de l'Eglise romaine qui s'appuie sur la règle, absolue et intransigeante, de l'indissolubilité du mariage, qui aurait été voulue, selon les Evangiles, par le Christ lui-même. Cette discipline correspond de moins en moins à l'esprit de charité et de miséricorde qu'un pape comme François recommande chaque jour au monde et à ses fidèles. Elle est, en outre, de moins en moins appliquée: des prêtres ferment les yeux au moment de donner la communion à des fidèles divorcés qu'ils savent civilement remariés.

Indissolubilité du mariage

Lors d'une réunion de cardinaux, en février dernier, le pape avait confié au cardinal allemand Walter Kasper, ancien préfet à la Curie romaine, réputé libéral et ouvert, le soin de tester les réactions à une éventuelle libéralisation de la situation des divorcés-remariés. Ce cardinal prestigieux, célèbre acteur du rapprochement œcuménique avec les autres chrétiens protestants, anglicans et orthodoxes, avait déjà combattu, au début des années 1990, l'interdiction de distribuer la communion aux divorcés-remariés, en expliquant que c'était un concept dépassé et, en outre, mal compris des fidèles et dans les autres Eglises. Mais, à l'époque, il avait été vaincu et

réduit au silence par le pape Jean-Paul II, raide sur la morale, et par son bras droit, le cardinal Joseph Ratzinger, futur Benoît XVI.

Il n'a pas renoncé en plaidant devant ses confrères, en février dernier au Vatican, pour un «changement de paradigme» afin de «considérer la situation de ceux qui souffrent et demandent de l'aide». Il a souhaité que la permission, sous conditions, soit enfin donnée aux divorcés-remariés d'approcher les sacrements, notamment à l'issue de ce qu'il a appelé un «chemin de pénitence» qui ressemble fort à une pratique de l'Eglise unie des premiers siècles. Les chrétiens orthodoxes ont gardé cette tradition et leur clergé autorise pour les divorcés des «secondes noces», qui ne sont pas équivalentes à un sacrement.

Le pape François avait alors qualifié de «profonde et sereine» cette idée du cardinal Kasper. Mais celle-ci a provoqué une tempête dans les milieux conservateurs. En juillet, le cardinal Gerhard Müller –lui aussi allemand–, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, c'est-à-dire le gardien de l'orthodoxie romaine auprès du pape, a sorti un ouvrage dans lequel il prend l'exact contre-pied de son confrère. Il condamne les théories «radicalement erronées» qui remettent en cause l'indissolubilité du mariage et banalisent les divorces. «On ne peut pas déclarer qu'un mariage est éteint sous prétexte que l'amour entre les époux est mort, écrit-il. L'indissolubilité du mariage ne dépend pas des sentiments humains, permanents ou transitoires. Cette propriété du mariage a été voulue par Dieu lui-même.»

Depuis, d'autres cardinaux conservateurs sont montés au créneau, comme Raymond Burke, Walter Brandmüller (Curie), Carlo Caffarra (archevêque de Bologne), Velasio De Paolis (Curie), qui ont écrit un ouvrage collectif pour défendre la doctrine traditionnelle de l'Eglise. D'autres poids lourds du collège cardinalice figurent dans le camp des résistants à tout changement: Timothy Dolan (New-York), Marc Ouellet et George Pell, hautes personnalités de la Curie, Angelo Scola (Milan), et même un homme progressiste comme le cardinal Christoph Schönborn (Vienne).

A Suivre...

La Presse en Revue